



Newsletter

5.02.2007

Le président du Bélarus continue avec sa rhétorique anti-Kremlin. Ces quelques derniers jours il s'est prononcé à plusieurs reprises sur les relations avec la Russie. Lors de son intervention devant un groupe des scientifiques, au cours de son entretien avec le leader des communistes russes Guennadi Ziouganov ou encore pendant sa rencontre avec le rédacteur en chef du journal moscovite „Demain” („Zavtra”), Alaksandar Prohanov, il a lancé des accusations contre les autorités russes.

Selon le leader biélorusse, c'est justement le Kremlin qui est responsable de l'échec du projet de création du soi-disant état fédéral entre le Bélarus et la Russie. C'est également le Kremlin qui a donné l'ordre d'augmenter les prix du gaz et du pétrole et qui a déclenché une véritable guerre médiatique, a-t-il affirmé.

„S'ils vont encore une fois tenter de toucher nos points sensibles, nous aussi, nous savons où se trouvent les leurs et nous savons comment frapper” – a constaté le 26 janvier dernier le président Łukašenka.

Les experts estiment qu'une telle rhétorique combative a pour objectif d'un côté de renforcer aux yeux de l'électorat biélorusse et des Russes l'image du président Łukašenka en tant qu'un leader fort. De l'autre – le dirigeant biélorusse veut faire peur à Moscou, en menaçant que son pays pourrait se retirer des accords d'alliance afin d'obtenir plus de préférences.

Comme le remarquent les spécialistes, le Bélarus a tout de même réussi à conclure avec les entreprises russes des contrats relativement avantageux de livraison de pétrole dès le 1er février. Les analystes soulignent qu'avant les élections à la Douma prévues pour cette année ainsi que les élections présidentielles de l'année prochaine, les autorités russes ne voulaient pas décevoir cette partie de l'électorat qui rêve toujours d'une „intégration fraternelle”.

L'interview accordée par le président biélorusse au journal allemand „Die Welt” a suscité beaucoup d'intérêt la semaine dernière. Łukašenka y a assuré de sa volonté de mener un dialogue avec l'Ouest. Il a également évoqué la possibilité de participation du capital occidental dans la privatisation des entreprises biélorusses.

Ce dernier temps dans ses interventions le dirigeant biélorusse fait souvent recours à la métaphore suivante: „dans notre politique étrangère nous avons volé trop longtemps sur une seule aile. Maintenant il faut diversifier cette politique et développer nos relations avec l'Ouest”, a-t-il dit.

POLITIQUE

- Le président de l'Iran va rendre visite au Bélarus
- A. Kazulin a l'intention de transmettre des documents concernant son cas aux experts étrangers

OFFICIEL

- Alaksandar Łukašenka a avancé une proposition pour analyser des événements récents concernant le conflit entre le Bélarus et la Russie et pour ne pas aggraver la situation
- A. Łukašenka veut être un bon étudiant de l'Europe
- Les autorités contrôleront l'internet

OPPOSITION

- L'Allemagne soutien Alaksandar Kazulin
- Le journal étatique va excuser des membres de l'opposition
- A. Milinkievič doit payer 2 mille de dollars d'une amende

ÉCONOMIE

- Le Bélarus et la Chine projettent une coopération évaluée à 2,5 milliard de dollars
- Le pétrole de Vénézuéla sera exporté au Bélarus

SOCIÉTÉ

- Les prix des appartements au Bélarus augmentent très vite

Les experts indépendants estiment que les attaques de la part de la Russie poussent Łukašenka à modifier sa stratégie. Au lieu de s'orienter seulement sur Moscou, il a choisi d'essayer de trouver un équilibre entre elle et Bruxelles, étant donné que l'attitude intransigeante de Washington à l'égard de Minsk reste toujours inchangée. Lors de la guerre froide la Roumanie et la Yougoslavie se servaient d'une pareille stratégie consistant à balancer entre deux pôles extrêmes.

D'après les experts, le survie du régime dépendra de deux facteurs: de la force de pression de Moscou et de la détermination de l'Union Européenne de faire Minsk respecter les conditions préalables du dialogue.

Les spécialistes prévoient que Minsk va tenter de sortir de l'isolation et de nouer une coopération économique avec l'Union Européenne tout en évitant l'affaiblissement du système autoritaire. Selon les experts, les petites concessions semblent les plus probables et ils donnent tout de suite l'exemple de la dernière décision des autorités concernant la prolongation pour une année suivante le contrat de location des locaux par le Comité d'Helsinki biélorusse qui avait été récemment annulé.

L'opposition biélorusse met en garde l'Europe contre la naïveté et le conseil, avant même d'entamer le dialogue, de demander aux autorités de Minsk de faire des pas concrets vers la démocratisation: le relâchement des prisonniers politiques, la garantie de la liberté des médias, la conduite des élections réellement démocratiques. C'est ainsi que s'était prononcé le leader de l'opposition Alaksandar Milinkievič lors de son intervention devant le Bundestag allemand.

En même temps, au cours des consultations à Minsk le 29 janvier dernier, il a été décidé que le président Łukašenka rendra visite à Kiev en février. L'objectif de cette visite sera probablement double: la signature avec l'Ukraine d'un accord sur l'énergie et le transport ainsi que la demande de sa médiation dans le nouement du dialogue avec l'Union Européenne.

L'opposition de sa part a finalement fixé la date du 2ème Congrès des Forces Démocratiques qui se tiendra les 17-18 mars prochain. En plus, le 25 mars prochain une grande action de protestation est prévue.

Pourtant les experts indépendants estiment qu'il est peu probable que cette manifestation soit vraiment massive, car les interminables luttes au sein du mouvement d'opposition ont sérieusement affaibli son potentiel et ont terni son image aux yeux des citoyens, partisans des réformes.

En ce qui concerne la dernière hausse des prix du gaz et du pétrole, en général elle n'a pas vraiment été ressentie par les citoyens, même si les prix de certains services communales ont augmenté et un accroissement de l'inflation est prévue.

Autre signe de changement, l'administration présidentielle prépare plusieurs projets visant à aider les entrepreneurs. Une rencontre entre des hauts fonctionnaires de l'État et des représentants de milieux des affaires est prévue pour le 14 février prochain. D'après les experts, les autorités ont décidé de donner un peu de plus de liberté aux entrepreneurs afin d'éviter une brusque détérioration de la situation économique du pays. ■

POLITIQUE

Le président de l'Iran va rendre visite au Bélarus

Selon des agences de presse, qui se réfèrent aux sources du gouvernement de la République Islamique de l'Iran, le

président de l'Iran Mahmud Ahmadinejad va rendre visite au Bélarus dans la première moitié de l'année courante.

Actuellement le ministre des affaires étrangères du Bélarus Siarhiey Martynau est officiellement à Téhéran. C'est le deuxième ministre biélorusse qui a rendu visite l'Iran dernièrement. Pour rappeler, la semaine dernière le chef du ressort de défense de la

République Biélorusse, Leanid Malcaŭ, a voyagé à l'Iran.

Lors des pourparlers entre Siarhiey Martynaŭ et des représentants des autorités iraniennes, incluant le président Achmadinezad, les principaux de la coopération biélorusso-iranienne, surtout concernant les sujets économiques, ont été discutés.

A. Kazulin a l'intention de transmettre des documents concernant son cas aux experts étrangers

Le candidat au fauteuil présidentiel, le président du Parti socio-démocratique biélorusse „Hramada” Alaksandar Kazulin est prêt à donner tous les documents concernant son cas aux experts à l'Ouest.

Le 25 janvier dans la prison à Vitebsk Alaksandar Kazulin s'est rencontré avec son avocat Ihar Rynkievitch. Grâce à son défenseur le politicien a transmis à la société au Bélarus et dans le monde un message: si l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe doute des raisons de son emprisonnement, il est d'accord de donner aux institutions européennes tous les documents nécessaires concernant son cas.

A. Kazulin doute que les autorités biélorusses permettent les organisations européennes de faire une expertise des documents du procès, qui est considéré par l'Europe comme cas politique.

Actuellement le prisonnier politique biélorusse prépare une poursuite en justice à la Cour suprême à Minsk. Ensuite il a l'intention de donner tous les documents aux experts européens en vue de les examiner. Finalement ils sont destinés au Conseil de l'ONU pour les droits de l'homme.

OFFICIEL

Łukašenka a avancé une proposition pour analyser des événements

Alaksandar Łukašenka pense que par rapport au conflit entre le Bélarus et la Russie il est grand temps pour les deux parties „de se calmer, d'analyser des événements récents et ne pas provoquer des situations sans issue”.

„Nous n'avons pas besoin d'une querelle parce que nous sommes faibles – nous sommes prêts à tout et nous pouvons tout supporter” – a dit Alaksandar Łukašenka qui a cité l'agence de presse BELTA.

Selon le leader biélorusse „la nation biélorusse n'est pas coupable, nous toujours respectons des accords internationaux”.

Alaksandar Łukašenka a répété encore une fois que le Bélarus ne serait jamais une partie de la Russie ce qui a été suggéré par certains politiciens du Kremlin.

„S'ils essayons de toucher notre point sensible, nous aussi savons où ils ont les leurs et nous toucherons” a dit Alaksandar Łukašenka.

A. Łukašenka veut être un bon étudiant de l'Europe

Lors d'un entretien pour le journal allemand „Die Welt”, le leader biélorusse a confirmé que il n'exclue pas la possibilité d'introduire l'euro au Bélarus, ainsi que la création d'une alliance stratégique entre son pays et la Pologne, l'Ukraine et les pays baltes.

Le média biélorusse a publié l'entretien avec Alaksandar Łukašenka qui a été fait par un journaliste connu du journal „Die Welt”. Selon les mots du chef d'état, lors de la crise énergétique avec la Russie, le Bélarus a compris qu'elle avait vraiment besoin des investissements étrangers. Łukašenka a adressé à l'Europe une demande d'ouvrir son marché pour la production biélorusse et d'abolir la restriction concernant l'accès des fonctionnaires biélorusses à l'Europe Ouest.

Le leader biélorusse a aussi remarqué que la Chancelière de l'Allemagne, Angela Merkel, comme chef d'état qui préside l'Union européenne, fait trop peu d'attention au Bélarus. En même temps, il a exprimé son espoir que cette situation s'améliore bientôt. En répondant aux questions, A. Łukašenka a dit qu'il était le président le plus ouvert dans le monde et que le Bélarus n'a pas de problèmes concernant la liberté d'expression, et l'opposition n'est pas du tout persécutée.

Les autorités contrôleront l'internet

La Chambre des représentants veut introduire des amendements à la „Loi sur la presse” concernant le contrôle de l'internet.

Lors d'une rencontre à la rédaction du journal étatique „Respublika”, Jury Kulakovski, le chef de la Commission permanente des droits de l'homme, des relations nationales et des mass médias de la Chambre des représentants, a déclaré que le parlement avait l'intention d'introduire des amendements à la „Loi sur la presse” afin de contrôler la circulation des informations sur l'internet.

Pendant la discussion Kulakowski a remarqué que l'initiative résultait de la nécessité de stopper la propagation de la violence sur l'internet, ainsi que de protéger des droits de l'individu. En même temps, il a ajouté qu'il était nécessaire de élaborer des traités internationaux dans ce domaine, car une telle initiative au niveau d'un seul pays pourrait s'avérer insuffisante.

OPPOSITION

L'Allemagne soutien Alaksandar Kazulin

Une filiale de „Amnesty International” en Allemagne a organisé une action pour soutenir Alaksandar Kazulin.

Des défenseurs demandent d'envoyer des lettres de soutien à la prison où Alaksandar Kazulin, l'ancien candidat pour le poste présidentiel du Bélarus, est emprisonné. Selon „Amnesty International”, le chef du Parti socio-démocratique biélorusse „Hramada” est un prisonnier de conscience.

Des défenseurs des droits de l'homme ont envoyé une lettre au président Alaksandar Łukašenka, au procureur général ainsi que au Ministre des affaires intérieures du Bélarus dans laquelle ils demandent la remis en liberté de Kazulin.

Le journal étatique va excuser des membres de l'opposition

Conformément à l'arrêt du tribunal, le journal étatique „Homiel'skaja Praŭda” a mis d'accord de rectifier des informations précédentes et d'excuser des militants locaux de l'opposition.

La publication blessante, qui s'est devenue l'objet d'intérêt du tribunal à Holmsk, a été publiée avant l'élection aux collectivités locales au Bélarus qui s'est déroulée le 14 janvier de cette année. Certains militants de l'opposition, incluant le chef de l'organisation

municipale du Parti Civique Unifié, ont été accusés par le journal de manquer la moralité. De plus, dans la publication les membres de leurs familles ont été nommés „vauriens”.

Devant la cour, la chef de l'unité sociopolitique de „Homiel'skaja Praŭda” a dit qu'elle „a exagéré” en écrivant l'article – selon le portal bulletinonline.org

A. Milinkievič doit payer 2 mille de dollars d'une amende

Le leader du mouvement „Za svabodu” (Pour la liberté) doit payer une amende de 4,64 million de roubles biélorusses pour la franchissement de la frontière en utilisant des documents étrangers.

Le 29 novembre, en retournant du sommet de l'OTAN à Riga, Alaksandar Milinkievič a été arrêté par la garde frontière biélorusse à l'aéroport „Menisk-2”. On a constaté que A. Milinkievič, en franchissant la frontière lettone-biélorusse, a présenté le passeport de son fils dont le nom est aussi Alaksandar. Ensuite, en retournant à la maison, le politicien a présenté son passeport. A. Milinkievič explique l'incident comme erreur, mais le chef de la garde frontière biélorusse Alaksandar Paŭłoŭski est convaincu que A. Milinkievič a présenté un passeport étranger intentionnellement.

A. Milinkievič n'a pas été présent lors d'une séance, mais il a l'intention d'interjeter appel, car il pense que le malentendu a été causé par mégarde de la garde frontière.

ÉCONOMIE

Le Bélarus et la Chine projettent une coopération évaluée à 2,5 milliard de dollars

Le Bélarus et la Chine ont l'intention de réaliser environ 40 projets communs évalués à 2,5 milliard de dollars.

Des corporations chinois devront participer à la construction de nouvelles entreprises électro-énergétiques et moderniser celles qui déjà existent au Bélarus.

Les deux parties aussi projettent une coopération dans les secteurs suivants: de construction et de l'économie forestière. Le gouvernement du Bélarus aussi espère que la partie chinoise financera un nombre de projets nouveaux biélorusses – selon l'agence

BELTA.

Le pétrole de Vénézuéla sera exporté au Bélarus

Au cours de 3 ans suivants le Bélarus va commencer une exploitation intensive des gisements de pétrole de Vénézuéla.

L'information a été donnée par Uładzimier Siamasčka, le vice-premier ministre du Bélarus.

La réalisation d'un programme commun entre le Bélarus et le Vénézuéla concernant l'extraction de pétrole des gisements de ce dernier va commencer bientôt. Les traités concernant cette coopération ont été signés déjà l'année dernière lors d'une visite de la délégation biélorusse à Caracas.

L'entreprise biélorusse „Bielnaftachim” va commencer bientôt des travaux de recherche dont l'objectif est découvrir des gisements de Vénézuéla. Grâce à ce projet le Bélarus peut recevoir environ 10 million de tonnes de pétrole par an. Au total, le pétrole du secteur „biélorusse” est estimé à environ 200 million de tonnes. Uładzimier Siamasčka a constaté que le pétrole de Vénézuéla sera mélangé avec le pétrole venant des sources russes.

SOCIÉTÉ

Les prix des appartements au Bélarus augmentent très vite

Les prix des appartements au Bélarus augmentent très vite. Le processus est surtout visible à Minsk, où le prix pour un mètre carré d'un appartement à une pièce coût environ 1400 dollars.

Les Biélorusses achètent le plus souvent des appartements à une pièce parce que le nombre des jeunes gens qui gagnent bien, ou ayant ses propres entreprises, augmente dans le marché.

L'une des raisons du boom dans le marché d'immobilité est le développement du système des crédits du logement. Malgré cela, environ 170 mille familles n'ont pas de propres appartements à Minsk. Bientôt, le parlement du Bélarus va examiner un projet de la loi qui concerne la création des caisses du logement. Selon le projet, des personnes qui gagnent peu pourront économiser de l'agent à un compte bancaire spécial et ensuite elles pourront recevoir un crédit réduit pour acheter un appartement. Actuellement, au Bélarus, un mètre carré „social” d'un appartement coût 400 dollars /c'est un salaire moyen au Bélarus – 270 dollars/.



Il y a un grand nombre de sites web contenant des informations sur les événements en Biélorussie. Toutefois ils ne sont pas bien connus dans l'Europe de l'Ouest, notamment parmi les gens qui forment la politique envers la Biélorussie, ainsi que parmi les personnes ne connaissant ni le biélorusse, ni le russe.

La site web belarus-live comblera cette lacune. Sur ce site Internet il sera possible de s'abonner aux actualités qui seront diffusées en anglais, allemand, français, polonais, biélorusse, russe et ukrainien.

